



Paris, le 27 septembre 2019

T-PD-BUR(2019)48RAP

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION  
DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES  
À CARACTÈRE PERSONNEL**

**(Convention 108)**

**48<sup>ème</sup> réunion du Bureau**

Paris, 25-27 septembre 2019

---

**RAPPORT ABRÉGÉ**

Direction générale Droits de l'homme et État de droit

1. Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (« Convention 108 ») a tenu sa 48<sup>e</sup> réunion du 25 au 27 septembre 2019 à Paris, sous la présidence de M<sup>me</sup> Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau, et la liste des participants figurent aux annexes 1 et 2.

2. Le Bureau du Comité de la Convention 108 :

2.1. prend note des informations communiquées par le Secrétariat, concernant notamment :

- la prise de fonctions le 18 septembre de Mme Marija Pejčinović Burić (Croatie) pour un mandat de cinq ans en tant que Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, à la suite de son élection en juin 2019 par l'Assemblée parlementaire,

- le retour à la normale de la situation budgétaire de l'Organisation à la suite du règlement par la Fédération de Russie de sa contribution au budget du Conseil de l'Europe,

- l'établissement d'un Comité ad hoc sur l'Intelligence artificielle (CAHAI) qui examinera la faisabilité d'un cadre juridique pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle et les éléments potentiels de ce cadre sur la base de larges consultations auprès d'une multiplicité de parties prenantes, ce cadre se fondant sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'état de droit ;

2.2. prend note des informations communiquées par le Secrétariat sur la situation de l'accession à la Convention 108 et en particulier concernant la récente adhésion à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 du Maroc, qui devient le 55<sup>e</sup> Etat Partie à cette Convention, ainsi que la récente signature de la Convention 108+ (Protocole d'amendement STCE n° 223) par la Grèce le 6 septembre et par l'Argentine le 19 septembre, ce qui porte donc le nombre total de signatures à 33. Le Bureau prend en outre note des éléments de la décision du Comité des Ministres (voir CM/Del/Dec(2018)128/5) soulignant l'importance d'une adhésion rapide au Protocole et appelant instamment les Etats membres « à prendre sans délai les mesures nécessaires pour permettre l'entrée en vigueur du Protocole dans un délai de trois ans à compter de son ouverture à la signature et à engager immédiatement, et dans tous les cas au plus tard un an après la date à laquelle le Protocole aura été ouvert à la signature, le processus prévu par leur législation nationale menant à la ratification, l'approbation ou l'acceptation de ce Protocole », qui fera l'objet d'un exercice de suivi mené par le Groupe de Rapporteurs compétent du Comité des Ministres ;

2.3 prend note de l'exposé de Mme Cécile de Terwangne qui présente les documents relatifs au mécanisme d'évaluation et de suivi au titre de la Convention 108+ et procède à un échange de vues avec l'expert concernant les modifications proposées à ce document, qui sera révisé en vue de la 39<sup>ème</sup> réunion plénière. Le mandat du Groupe de travail établi par le Comité plénier à sa 38<sup>ème</sup> Réunion plénière est discuté pour formaliser et cadrer les travaux de ce Groupe ;

2.4 prend note de la présentation donnée par le Secrétariat sur les développements concernant les négociations du projet de Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STCE 185) et répète qu'il est nécessaire d'associer le Comité au développement du régime de protection des données du deuxième protocole additionnel, qui devrait se fonder sur la Convention 108+, soulignant qu'il faut recevoir davantage d'informations sur l'état des négociations et qu'il est par ailleurs important que les positions nationales des Parties soient coordonnées ;

2.5 prend note de la présentation de Mme Sandra Azria et de M. Frédéric Wickert sur leur rapport concernant la reconnaissance faciale, tient un échange de vues avec les experts et décide qu'une version révisée du document sera préparée en vue de la 39<sup>ème</sup> réunion plénière sur la base des discussions et des éventuels commentaires écrits qui peuvent être envoyés jusqu'au 25 octobre ;

2.6 prend note de la présentation de Mme Jen Persson sur son rapport “Protection des données relatives aux enfants dans les systèmes éducatifs : défis et solutions possible” et par Mme Jun Zhao, procède à un échange de vues avec les experts et décide qu’une version révisée du document sera préparée en vue de la 39<sup>ème</sup> réunion plénière sur la base des discussions et des éventuels commentaires écrits qui peuvent être envoyés jusqu’au 25 octobre ;

2.7 prend note de la présentation de MM. Yves Pouillet et Benoit Frénay concernant leur rapport sur le profilage, procède à un échange de vues avec les experts et décide qu’une version révisée du document sera préparée en vue de la 39<sup>ème</sup> réunion plénière sur la base des discussions et des éventuels commentaires écrits qui peuvent être envoyés jusqu’au 25 octobre ;

2.8 prend note des informations sur la coopération avec d’autres instances du Conseil de l’Europe, en particulier avec le Comité pour les droits de l’enfant (CAHENF) et avec le Comité d’experts sur la dimension Droits de l’homme des traitements automatisés de données et différentes formes d’intelligence artificielle (MSI-AUT) ;

2.9 prend note de la présentation du Secrétariat sur les modèles d’échange de données dans le domaine de la lutte contre la manipulation des résultats sportifs et confirme son intérêt à poursuivre la coopération sur ces questions avec le Groupe de Copenhague et le futur Comité de la Convention de Macolin ;

2.10 prend note des principaux développements au niveau national et international en matière de protection des données, en particulier des événements suivants : l’Atelier 2019 sur la protection des données au sein des organisations internationales (Paris, 17-18 juin 2019), EuroDIG (La Haye, 19-20 juin 2019), la Conférence internationale sur la vie privée en Afrique (Accra, 24-27 juin 2019), Cyberweek 2019 (Tel Aviv, 26-27 juin 2019), l’ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019) et l’IGF (Berlin, 28-29 novembre 2019) ;

2.11 prend note des informations communiquées par des observateurs, en particulier sur la récente adoption par l’ICRC d’une politique relative à la biométrie, sur les progrès marqués dans la deuxième série de travail de la protection des données dans l’action humanitaire, sur la 33<sup>ème</sup> Conférence internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge qui se tiendra du 9 au 12 décembre à Genève sur les thèmes des nouvelles technologies et des risques numériques, et concernant la session de formation à venir sur les fondements des technologies de l’information et de la communication (démarrage le 25 novembre). Le Bureau prend également note des informations communiquées par l’Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) concernant les résultats des travaux de la dernière Assemblée Générale et de la Conférence sur le « citoyen numérique » organisées à Dakar les 17 et 18 septembre 2019, marqués par l’élection d’un nouveau Bureau présidé par M. Chawki Gaddes (Président de l’autorité tunisienne) et constitué de représentants de l’Albanie, du Burkina Faso et du Cap Vert, ainsi que de l’admission de Jersey en tant que nouveau membre de l’Association ;

2.12 approuve l’ordre du jour de la 39<sup>e</sup> Réunion plénière du Comité ;

2.13 confirme les dates de la réunion plénière qui se tiendra à Strasbourg du 19 au 21 novembre 2019 et de la prochaine réunion du Bureau qui se tiendra du 11 au 13 décembre 2019 à Strasbourg.

## ANNEXE I.

### ORDRE DU JOUR

	<b>1. Ouverture de la réunion</b>
<a href="#">T-PD(2019)RAP38Abr</a>	Rapport abrégé de la 38 <sup>ème</sup> Réunion plénière (Strasbourg, 13-14 juin 2019)
<a href="#">T-PD(2019)487RAP</a>	Rapport abrégé de la 47 <sup>ème</sup> Réunion du Bureau (Paris, 20-22 mars 2019)
<a href="#">T-PD(2017)WP2018-2019</a> <a href="#">T-PD(2019)WP2020-2021</a>	Programme de travail du Comité 2018-2019 Programme de travail du Comité 2020-2021
<a href="#">T-PD(2017)Regl</a>	Règlement intérieur
	<b>2. Adoption de l'ordre du jour</b>
	<b>3. Communication du Secrétariat</b>
	<b>4. Modernisation de la Convention 108</b>
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108</a></li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108</a></li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Protocole d'amendement</a></li></ul>
	<b>5. Etat des signatures, ratifications et adhésions</b>
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Convention 108+ : état des signatures et ratifications</a></li><li>• <a href="#">Convention 108 : état des signatures et ratifications</a></li></ul>
	<b>6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+</b>
	Expert : Cécile de Terwangne, CRIDS, Namur. <u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur le sujet.
T-PD(2018)20Rev2	Projet de questionnaire - évaluation

	(uniquement en anglais)
T-PD(2018)21Rev2	Eléments d'informations sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
	<b>7. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre</b>
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un échange de vues sur le sujet.
<p><a href="#">T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques</a> (uniquement en anglais)</p> <p><a href="#">Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018</a> (uniquement en anglais)</p> <p><a href="#">Messages clés de la Conférence Octopus 2018</a> (uniquement en anglais)</p>	
	<b>8. Reconnaissance faciale</b>
T-PD(2019)05	<p>Expert: Sandra Azria, avocate et Frédéric Wickert, fondateur et PDG de A.I.Sense</p> <p><u>Action requise</u> : le Bureau prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts.</p>
	<b>9. Protection des données et systèmes d'éducation</b>
T-PD(2019)06	<p>Experts : Jen Persson, directrice, " defenddigitalme " Jun Zhao, Oxford</p> <p><u>Action requise</u> : le Bureau prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts.</p>
<a href="#">CM/Rec(2010)13</a>	<b>10. Mise à jour de la recommandation CM/Rec(2010)13 sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage</b>
<a href="#">T-PD(2019)07</a>	<p>Experts : Yves Poullet, recteur honoraire de l'Université de Namur, ancien directeur du Centre de recherche informatique et droit (CRIDS), Benoit Frénay, chargé de cours à la faculté d'informatique de l'Université de Namur.</p> <p><u>Action requise</u> : le Bureau prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts.</p>
	<b>10. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</b>

	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<b>11. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</b>
	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">CAHENE</a></li> <li>• <a href="#">Comité Directeur sur les Médias et la Société de l'Information (CDMSI)</a> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <a href="#">MSI-AUT</a></li> </ul> </li> </ul>
	<b>12. Convention de Macolin</b>
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un échange de vues sur les questions à traiter.
	<b>13. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données</b>
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atelier 2019 sur la protection des données au sein des organisations internationales (Paris, 17-19 juin 2019)</li> <li>• EuroDIG (La Haye, 19-20 juin 2019)</li> <li>• XVIIème réunion du Réseau latino-américain (Mexico, 19-20 juin 2019)</li> <li>• Conférence internationale sur la vie privée en Afrique (Accra, 24-27 juin 2019)</li> <li>• Cyberweek 2019 (Tel Aviv, 26-27 juin 2019)</li> <li>• AFAPDP (Dakar, 16-18 septembre 2019)</li> <li>• ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019)</li> <li>• IGF (Berlin, 28-29 novembre 2019)</li> </ul>
	<b>14. Observateurs</b>
	<u>Action requise</u> : le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.
<a href="#">T-PD(2018)04Rev3</a>	Observateurs – État des lieux et critères d'admission
	<b>15. Ordre du jour de la 39<sup>ème</sup> réunion</b>
	<u>Action requise</u> : le Bureau discutera et approuvera le projet d'ordre du jour de la 39 <sup>ème</sup> réunion plénière (Strasbourg, 19-21 novembre 2019)
	<b>16. Prochaines réunions</b>

	<p><u>Action requise:</u> le Bureau prendra note des dates des prochaines réunions.</p>
	<p><u>Dates de la prochaine réunion du Bureau en 2019:</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 49<sup>ème</sup> réunion du Bureau (Strasbourg, 11-13 décembre 2019)</li></ul> <p><u>Dates de la prochaine réunion plénière en 2019:</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 39<sup>ème</sup> réunion plénière (Strasbourg, 19-21 novembre 2019)</li></ul>
	<p><b>17. Questions diverses</b></p>

## ANNEXE II

### LISTE DES PARTICIPANTS

#### MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

##### FRANCE

*(Vacancy after change of duties / Vacance après changement de fonctions)*

##### GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente)

##### ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (Chair / Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

##### LUXEMBOURG

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'État, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

##### PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

##### SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, Assistant to the Secretary General, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11000 Belgrade

##### SENEGAL / SÉNÉGAL

Awa Ndiaye, Présidente, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B., 34, Mermos VDN, Dakar

#### COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE À LA PROTECTION DES DONNÉES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jean-Philippe Walter

#### MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

##### FRANCE

Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales, CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 8071, 75334 Paris Cedex 07

##### GERMANY / ALLEMAGNE

Stefan Niederer, The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information Unit 14 - European and International Affairs, Husarenstraße 30, 53117 Bonn

### **MEXICO / MEXIQUE**

María Patricia Kurzyn Villalobos, Commissaire de l'Institut national de transparence, d'accès à l'information et protection des données du Mexique (INAI), Insurgentes Sur No. 3211 Col. Insurgentes Cuicuilco, Alcaldía Coyoacán, C. P. 04530, CDMX

### **MOROCCO / MAROC**

Omar Seghrouchni, Président, Commission Nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)

### **MONACO**

Corinne Laforest de Minotty, Chargée de missions auprès du Conseiller de gouvernement, Département des relations extérieures et de la coopération, Ministère d'État, Place de la Visitation – BP 522, MC – 98105 Monaco cedex

### **POLAND / POLOGNE**

Urszula Góral, Director of the International Cooperation and Education Department, Personal Data Protection Office, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

### **REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Angela Colomiicenco, Head of Legal Department, National Center for Personal Data Protection, Chisinau

### **SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE**

Petra Lasova, Department of Legal Services, Office for Personal Data Protection, Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27

### **SPAIN / ESPAGNE**

Pablo Manuel Mateos Gascueña, Head of Service, Spanish Agency of Data Protection, Jorge Juan 6, 28001, Madrid

### **THE PHILIPPINES / LES PHILIPPINES**

Ivy D. Patdu, Deputy Privacy Commissioner, National Privacy Commission, 5/F Delegation Building, Philippine International Convention Center, Manila

Roren Marie M. Chin, Development Management Officer IV, National Privacy Commission, 5/F Delegation Building, Philippine International Convention Center, Manila

### **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Kaoutar Abousmir, Head of International Data Strategy, Department for Digital, Culture, Media & Sport, DCMS, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Eve Fensome, International Data Protection and Free Flows Policy Adviser, Department for Digital, Culture, Media & Sport, DCMS, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Christine Ferguson, International Strategy Adviser, Information Commissioner's Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

## **OBSERVERS / OBSERVATEURS**

### **EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE**

Cristina Monti, Policy Officer, European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers, C4: International data flows and protection, MO59 03/10, B-1049 Brussels/Belgium

### **EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)**

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Brussels, Belgium

### **EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)**

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer, European Data Protection Supervisor (EDPS), Postal address:

Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

Niksa Stolic, European Data Protection Supervisor (EDPS), Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

### **FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)**

Marine Revel, Chargée de mission

### **INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS (ICRC) / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR)**

Massimo Marelli, Head of Data Protection Office, ICRC Geneva

### **ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

Elettra Ronchi, Head of Unit- Senior Policy Analyst, Digital Economy and Policy Division, Directorate for Science, Technology and Innovation

Gallia Daor, Junior Policy Analyst

Lauren Bourke, intern

## **EXPERTS**

Sandra Azria, Avocat à la Cour, 48, rue de Charenton, 75012 Paris (25/9/2019)

Cécile de Terwangne, Professor Law Faculty, CRIDS Research Director, Namur University (FUNDP), Belgium - *Professeur, Faculté de Droit, Directrice de recherches, CRIDS (Centre de Recherche Information, Droit et Société) - Université de Namur, Belgique* (26 et 27/9/2019)

Benoît Frenay, Université de Namur, Belgique, Rue de Bruxelles 61 - 5000 Namur, Belgique (26/9/2019)

Yves Poullet, Recteur honoraire de l'université de Namur, Professeur honoraire à la faculté de droit, Professeur associé à l'Université Catholique de Lille, Membre de l'Académie Royale de Belgique, Université de Namur,

Rue de Bruxelles 61 - 5000 Namur, Belgique (26/9/2019)

Jen Persson, Director, defenddigitalme – video-conference (25/9/2019)

Frédéric Wickert, Founder & CEO of A.I. SENSE (25/9/2019)  
Jun Zhao (25/9/2019)  
Senior Research Fellow, Oxford University Department of Computer Science

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SecrÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /  
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I.)**

**Information Society Department / Service de la société de l'information**

**Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

Odile Montpetit (Cheffe d'équipe), [odile.montpetit@gmail.com](mailto:odile.montpetit@gmail.com)

Zeina Mokaiesh, [zeina.mokaiesh@gmail.com](mailto:zeina.mokaiesh@gmail.com)

Jean Mispelblom, [jean.mispelblombeijer@gmail.com](mailto:jean.mispelblombeijer@gmail.com)